

fiste aborde le débat sur la paix et la sécurité d'un point de vue moral, il doit se rappeler que, pour avoir une véritable influence, ses stratégies doivent non seulement refléter ses propres valeurs, mais aussi témoigner d'une connaissance des arguments susceptibles de «porter» dans l'arène politique; il ne s'agit pas tant pour le mouvement de devenir «plus raisonnable» que d'assurer son propre avenir politique.

Les appels lancés par le mouvement pacifiste en faveur d'un désarmement nucléaire s'adressent à un public déjà persuadé que, dans un monde doté de quelque 50 000 armes nucléaires, les risques de guerre nucléaire ont atteint des niveaux intolérables. Le dilemme pour les groupes pacifistes consiste à convaincre la population canadienne qu'il est possible de réduire considérablement les arsenaux sans pour autant concéder à l'Union soviétique un avantage militaire sur l'Occident.

Toutefois, lorsqu'il s'agit de déterminer jusqu'à quel point nous sommes à l'abri de la menace d'une guerre nucléaire, les chiffres sont moins importants que la fonction attribuée par les gouvernements aux armements nucléaires dans leurs stratégies militaires. En vertu de la doctrine de la destruction mutuelle assurée (MAD), les armes nucléaires ne doivent être utilisées qu'à des fins de représailles, et il s'agit précisément de dissuader l'adversaire de les employer. À l'opposé, en vertu de la conception fondée sur l'idée d'un recours à la «guerre nucléaire», la dissuasion n'est crédible que si elle décourage l'adversaire de recourir à quelque scénario de bataille que ce soit; voilà pourquoi dès que l'un opère un déploiement, l'autre lui emboîte le pas.

Il est évident qu'aucune des deux superpuissances ne voudrait en arriver à la guerre nucléaire totale. Mais même si les deux Grands continuent de répéter qu'il n'est pas possible de remporter pareil conflit et qu'il faut, par conséquent, éviter à tout prix d'en arriver là, ils continuent de fonder leur stratégie nucléaire sur le postulat que, dans l'hypothèse où la dissuasion échouerait, leurs forces doivent être capables de mener une guerre nucléaire et de s'en sortir «honorablement». Non seulement les deux camps continuent de déployer des armes nucléaires toujours plus nombreuses, mais ils fabriquent délibérément des types d'armements déstabilisants (comme les ACLM des États-Unis ou les SS-20 soviétiques) qui pourraient leur procurer un avantage dès le début d'un affrontement nucléaire.

Mais quel est, sur un plan politique, l'intérêt de ces stratégies militaires pour le mouvement pacifiste? Tant que les gouvernements n'auront pas décidé de n'utiliser leurs armes nucléaires que dans un but de représailles, nous ne serons pas plus à l'abri du danger nucléaire, et ce malgré tous les efforts déployés pour réduire le nombre d'engins existants. Les stratégies actuelles, fondées sur la guerre même, accordent une telle place aux armes nucléaires que les dirigeants politiques qui doivent répondre de leurs actes devant les publics nationaux éprouvent toutes les difficultés du monde lorsqu'il



Mike Constable

s'agit pour eux de négocier un retrait. Ainsi, les missiles de croisière de l'Est comme de l'Ouest sont devenus «indispensables» à la sécurité de chacun. Les groupes pacifistes pourraient renforcer l'appui politique en faveur d'une étape intermédiaire qui réduirait le risque de guerre nucléaire, en attirant l'attention du public sur la distinction entre les deux approches (dissuasion ou guerre nucléaire) et sur leurs conséquences pour les politiques canadiennes de sécurité. La mission des mouvements pacifistes doit être d'inciter le public à faire pression sur les dirigeants pour qu'ils ne se limitent pas à des déclarations d'intention et qu'ils témoignent par leurs politiques militaires de la futilité de la guerre nucléaire.

Ainsi, la mise à l'essai des missiles de croisière et l'IDA ne sont que deux exemples parmi d'autres d'initiatives à caractère non nucléaire qu'il faudrait contester, non pas parce qu'elles pourraient signifier un recours direct aux armes nucléaires, mais plutôt parce qu'elles entraînent peu à peu le Canada dans une stratégie de guerre nucléaire qui n'est pas axée sur la «défense» et qui représente à l'ère nucléaire, une façon fondamentalement déstabilisante et dangereuse d'aborder les problèmes de sécurité.

Cette distinction entre les deux doctrines pourrait en outre aider le

mouvement pacifiste à décider de la façon dont il conviendrait de réagir face à la politique étrangère soviétique. La crainte d'une guerre nucléaire n'est pas encore aussi forte que la défiance à l'égard des intentions soviétiques. Indépendamment des véritables intentions de l'URSS, un grand nombre de ses actions seront toujours perçues par les conservateurs occidentaux comme des preuves «concluantes» de ses visées expansionnistes; ces derniers y verront de bons motifs pour saper les critiques formulées par le mouvement pacifiste et poursuivre la course aux armements. Après avoir

admis qu'il y a effectivement certains responsables de la défense soviétique qui souhaiteraient une expansion des programmes militaires, il est préférable de se renseigner sur la position de ceux qui acceptent le principe de la quasi-inutilité des armes nucléaires et de la promouvoir.

Tout cela nous amène en fin de compte à la plainte souvent exprimée par le public: il n'y a pas grand-chose que le Canada puisse faire pour stopper la course aux armements. À quoi bon, par conséquent, essayer? Or, c'est précisément parce que le nombre de nos options est limité que nous aurions tout intérêt à réfléchir sérieusement à notre avenir et à prendre en la matière des décisions concrètes, au lieu de nous abandonner à la résignation. Au milieu des débats sur l'adhésion du Canada à l'OTAN et au NORAD, on oublie souvent pourquoi ces alliances ont été créées à l'origine: vraisemblablement, pour préserver la sécurité internationale. S'il est probable que les gouvernements canadiens vont continuer de percevoir les armes nucléaires comme un élément constituant de tout accord de sécurité susceptible d'intervenir entre l'Est et l'Ouest dans l'avenir prévisible, le Canada peut tout de même essayer davantage de préconiser un rôle plus limité pour ces engins. Il convient de noter à cet égard qu'on n'a encore jamais vu un gouvernement canadien

s'opposer au programme de modernisation stratégique des États-Unis ou, plus important encore, à la doctrine de guerre nucléaire qui le sous-tend. Or, le Canada peut, sans avoir à quitter l'OTAN, exprimer clairement son opposition à cette conception de la dissuasion et aux initiatives qui en découlent, comme l'IDA et la mise à l'essai des missiles de croisière, par exemple.

L'OBJECTIF PREMIER QUE DOIT SE fixer le mouvement pacifiste est de modifier en profondeur au niveau international les valeurs qui façonnent nos priorités et notre pensée en matière de guerre et de paix. Mais par les choix qu'il a faits, le mouvement canadien en faveur du désarmement s'est montré en fait beaucoup moins «radical» que son homologue européen. Sur un total de 1 500 groupes pacifistes au Canada, une poignée seulement préconise le désarmement unilatéral, et il y en a encore moins qui se déclarent ouvertement favorables au régime soviétique.

Il reste que le mouvement pacifiste canadien est placé devant un dilemme lorsqu'il s'agit pour lui de traduire ses valeurs en choix politiques. L'argument présenté ici en faveur d'une interprétation plus stricte du concept de dissuasion n'est pas offert en guise de panacée à tous les groupes pacifistes; il est probable qu'il ne sera pas non plus accepté comme tel. Dans une démocratie, il faut souvent des groupes dont la façon de voir le monde est «radicalement» différente de celle des autres, afin de faire avancer les valeurs de la majorité qui, sans eux, resterait silencieuse. Mais vu les avantages importants dont l'État bénéficie par rapport aux groupes qui oeuvrent en faveur du désarmement, le mouvement pacifiste canadien va devoir analyser d'un oeil critique ses stratégies actuelles s'il veut pouvoir continuer d'alimenter un débat soutenu et précis entre le public et les gouvernements, et rester un interlocuteur doté d'une certaine force politique dans les discussions intéressant la paix et la sécurité. □

Pour en savoir plus

Canada. Ministère de la Défense nationale. *Défis et engagements: une politique de défense pour le Canada*. Ottawa: Ministère des Approvisionnement et Services, 1987.

Jocelyn Coulon. «Une autre voie pour le Canada?» *Paix et Sécurité*, vol. 2, n° 1, printemps 1987.

Don Munton. «Peace and Security in the 1980s: The View of Canadians», Ottawa: ICPSI, Document de travail, janvier, 1988.